

À la jeunesse de la source! Pistes pour un PADC du côté des jeunes...

PHILIPPE SAHUC,

SOCIOLOGUE, ECOLE NATIONALE DE FORMATION AGRONOMIQUE (ENFA), TOULOUSE.

Philippe Sahuc a participé aux expérimentations initiées par l'ENFA dans quelques lycées agricoles de Midi-Pyrénées. À ce titre, il a accompagné des équipes d'enseignants dans leur travail d'implication des élèves quant au diagnostic des pratiques culturelles des établissements.

Il a également participé, quand cette modalité était retenue, aux rencontres avec les jeunes afin de saisir le sens de leurs apports, de leurs demandes, de leurs propositions face à cette demande institutionnelle.

Les enjeux préidentifiés concernant les jeunes

ÉDUCATIF : S'INITIER AU GOÛT DES AUTRES

Le film d'Agnès Jaoui, en 1999, a joué, selon certains, le rôle de porter à l'écran une partie des thèses du sociologue Pierre Bourdieu. Entre autres celles qui montrent les liens entre position sociale et rapport à la culture, voire aux cultures. Pour pouvoir glisser, au moins temporairement, d'un monde social à un autre, il est donc important d'être initié au rapport à la culture des autres, donc au goût des autres.

On pourrait croire que le principal enjeu, pour des jeunes de l'enseignement agricole, est d'être capable de glisser des goûts ruraux aux goûts urbains. Ce serait ignorer les travaux de Jean Viard et Bertrand Hervieu notamment, montrant que les différences entre les façons de juger et d'agir ne suivent plus guère un clivage rural-urbain. Même si leurs modes d'habiter restent globalement différents, l'habitant rural d'aujourd'hui peut tout à fait avoir des goûts et des pratiques, à condition parfois d'en avoir les moyens, comparables

à celles de certains urbains. Mais bien sûr, on trouve, en ville et à la campagne, des positions sociales différentes qui se marquent dans des rapports à la culture différents. Les attributions ont beau en être moins spécifiques qu'au temps où Bourdieu avait commencé ses travaux, Bernard Lahire a beau nous montrer la complexité des dissonances culturelles, il y a tout de même des différences qui restent à la base des mécanismes de distinction.

Ainsi, un jeune issu des classes moyennes qui veut travailler dans l'aménagement paysager risque fort de devoir comprendre le rapport particulier au paysage des détenteurs de patrimoine culturel à la fois matériel et immatériel. Ainsi un enfant de petits agriculteurs ne pourra pas au vingtième siècle reproduire purement et simplement l'activité de ses parents. S'il choisit par exemple d'entrer dans la dynamique des AMAP,¹ il devra se montrer sensible aux soucis éthiques de la frange spécifique des clients urbains des AMAP, prenant goût à Télérama et aux expositions d'art contemporain.

Au risque de paraître instrumentaliser quelque peu la découverte d'autres mondes culturels, il s'agit de dire ici qu'il y a un enjeu fondamental à ce que

cette initiation entre dans les parcours éducatifs. Les professeurs peuvent ainsi se sentir légitimes à ne pas seulement travailler dans le sens de la pente du goût de leurs élèves. **Au demeurant les jeunes eux-mêmes savent parfois dire qu'un enseignement relatif à la culture aide à "comprendre les mentalités des autres"...**

SOCIAL : ACCORDER L'HONNEUR AUX VAINCUS

Dans sa réflexion pour une école juste, François Dubet propose d'assumer la réalité d'un système scolaire qui génère des gagnants et des perdants. Même si les proportions du succès et de l'échec au diplôme ne sont pas les mêmes, l'enseignement agricole n'y déroge pas : il produit vainqueurs et vaincus. Cette réalité, cruelle, est pourtant acceptée dans le cadre sportif par exemple, à condition que l'honneur soit accordé aux vaincus. La reconnaissance de certaines pratiques culturelles est précisément un moyen de le faire.

On connaît déjà un certain nombre d'initiatives prises en ce sens dans des collèges et lycées de ZEP². Il s'agit le plus souvent d'ateliers de rap, de hip-hop, de slam, etc. D'une certaine façon, on retrouve ces activités dans

¹ Association Pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne

² Zone d'éducation prioritaire

la programmation des ALESA³ et ASC⁴. L'enseignement agricole, à travers l'animation socioculturelle fait preuve d'une nouvelle forme de bonne volonté culturelle, caractérisée par l'ouverture vers les pratiques de la rue, de la cité, du sud...

Mais il convient de constater qu'une bonne partie des perdants actuels du système est constituée par des enfants de petits et moyens agriculteurs, porteurs d'une autre forme de culture populaire, moins facile à afficher dans le cadre d'une animation d'établissement. Il s'agit en effet de pratiques autour de "l'apéro", "la grillade", voir la chasse, où de véritables formes d'expression, narratives, vocales, peuvent exister mais ne sont pas reconnues à l'égal de cultures populaires exotisées. Elles sont de plus menacées par les nouveaux brassages de population en milieu rural.

À ne pas leur donner place dans l'établissement d'enseignement agricole, on court le risque que l'un des curricula cachés (ce qu'on apprend à l'école sans que les enseignants ne cherchent à l'enseigner) acquis par des jeunes de "culture agricole", soit qu'ils appartiennent à une minorité opprimée.

SOCIÉTAL : DU PARTICIPATIF AVANT TOUTE CHOSE

En soi, faire participer les jeunes à la connaissance d'eux-mêmes, et en nourrir le projet collectif est un enjeu. Pour en prendre la mesure, il faut resituer la France dans ce jeu d'échos sur la démocratie participative qui peut agacer mais correspond à une réaction nécessaire après une mise en garde de l'Union européenne : dans l'élaboration et le pilotage des programmes LEADER de développement rural par exemple, l'une des plus vieilles démocraties ne sait guère faire participer au-delà des élus.

Il y a donc un enjeu pour l'ensemble de la société française, si elle veut rester au diapason du fonctionnement de pays aussi différents que l'Espagne ou la Finlande. Indépendamment du contenu d'information recueillie, entraîner de futurs citoyens au "participatif" revêt donc une importance particulière. Car, dans un contexte moins chargé d'obligations institutionnelles

que ce que rencontrent les délégués de classe par exemple, les élèves participants s'habituent ainsi à différencier les moments quand ils parlent pour eux, pour un groupe plus grand, pour l'ensemble des élèves ou des apprentis, exprimant parfois un ressenti différent de celui d'autres catégories. Si cette participation arrive à concerner les groupes d'élèves qui pourraient se sentir à l'écart dans la vie ordinaire du lycée, alors on peut, par la seule modalité de démarche participative, rejoindre aussi le second enjeu présenté et enrayer peut-être des formes de radicalisation qu'on pourrait, sans cela, craindre pour la société française de demain.

Expériences de contribution de la parole jeune en Midi-Pyrénées

COMMENT INTERPRÉTEZ-VOUS CE QUE VOUS DITES ?

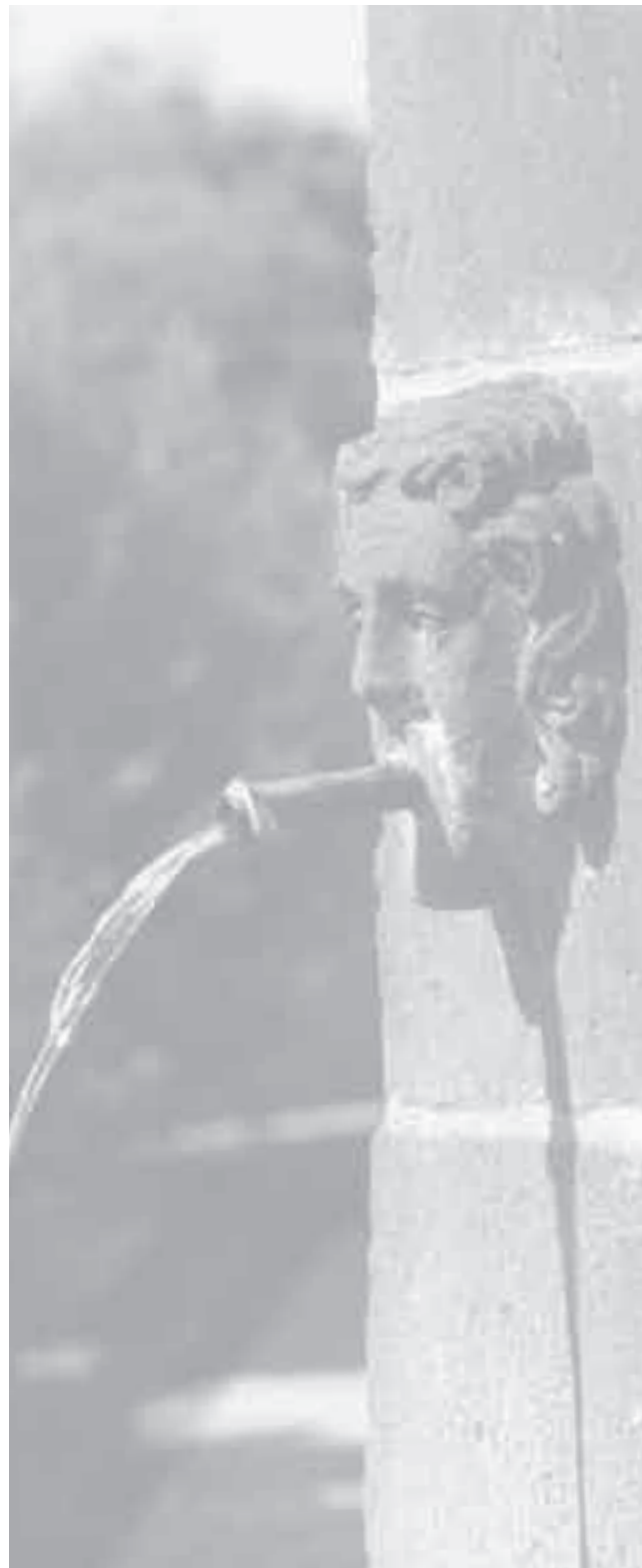
Une première forme de participation a été testée dans les lycées de Pamiers, Auzeville et Auch. Elle a consisté en l'élaboration d'un questionnaire, forme triviale de l'enquête sociologique. Autant dire tout de suite que ce n'est pas forcément la plus intéressante. Mais pour les enseignants, elle paraît se combiner utilement avec des formes d'apprentissage requis. Aussi, des classes sont parfois particulièrement associées à la conception du questionnaire et à l'interprétation de ses résultats. Ce fut le cas à Pamiers avec une classe de BTS Production animale et à Auzeville avec une classe de Première STAV.

La première utilité, pour la levée d'information visée, c'est la participation des jeunes à la diffusion du questionnaire auprès de leurs pairs. Le sens de l'idée même de diagnostic préalable a des chances d'être ainsi partagé et peut-être la perspective d'un fonctionnement nouveau où la connaissance d'une certaine dimension du quotidien joue son rôle dans le pilotage de cette chose a priori aussi étrangère à soi qu'est l'institution.

Le sociologue ayant apporté sa contribution aux différentes étapes et notamment à celle de saisie assistée par ordinateur (logiciel Sphinx), les données de dépouillement abondent,

3 Association de Lycéens, d'Étudiants de Stagiaires et d'Apprentis (ancienne ASC)

4 Association Sportive et Culturelle



tout autant en résultats à plat (comptage des types de réponses question par question) qu'en tri croisé (en fonction des catégories de réponses à une question, quel est le comptage des réponses à une autre question, pour savoir par exemple si, selon qu'on est interne ou externe on a le même niveau et le même type de participation).

Des indications intéressantes en ressortent. Ainsi apparut à Pamiers l'abondance des responsables associatifs à l'extérieur parmi les élèves, la différence entre le régime de participation aux activités culturelles et celui de la participation aux activités sportives. A Auzeville purent être remis en question des préjugés sur la pratique sexuée de la lecture ainsi que ceux établissant un lien entre "profondeur" de ruralité et pratiques culturelles. À Auch on put sortir de l'hypothèse d'un public à la réception culturelle diversifiée, pour repérer un public allant assister au cinéma, aux concerts etc., et un public n'allant nulle part, même pas aux spectacles sportifs. Bien sûr, de là à ce que les conséquences de ces découvertes apparaissent formellement dans les PADC...

ON SE RACONTE COMMENT SE FONT VIE ET CULTURE AU LYCÉE, AU CENTRE D'APPRENTISSAGE ?

Au lycée d'Albi un parti différent fut pris. Pas de questionnaire, mais un calendrier de rencontres ouvertes entre élèves, étudiants et équipe d'animation socioculturelle, avec participation à l'animation du sociologue auteur de cet article.

La fréquence retenue fut mensuelle, le moment de la rencontre celui séparant les derniers cours d'après-midi du repas du soir. Il fallut bien sûr diffuser l'invitation à venir participer et aménager les conditions d'un échange convivial quoique sérieux. Choix de tenir les rencontres dans l'espace socioculturel après consultation d'élèves et d'agréer le temps d'échange d'une sorte de buffet-goûter, accueilli à la fois avec réserve et satisfaction par les élèves présents.

Les élèves présents ? Certes pas de quoi satisfaire une attente

quantitative. Trois la première fois, six la seconde, neuf la troisième... Bonne progression donc et surtout réelle qualité d'échange. Cela commença par l'exploration ensemble des différents temps et lieux associés de la vie lycéenne, en la prenant dans sa plus grande amplitude possible, la vie d'interne. Du lever au coucher, heure par heure, jour après jour, quelles sont les obligations et les possibilités culturelles ? Les enseignantes présentes dirent découvrir par exemple la difficulté d'accès aux médias, malgré les abonnements du CDI (le délai de mise en lecture, l'exiguïté des lieux, font que les élèves vont plutôt consulter les présentoirs des magasins de presse du centre-ville le mercredi après-midi).

Une deuxième réunion permit d'approfondir une différence structurante à Albi, qui a eu des incidences importantes sur les pratiques culturelles au lycée. Il y avait à l'époque deux internats aux régimes de liberté sensiblement différents, n'offrant pas à tous les pensionnaires les mêmes possibilités d'activité culturelle. Depuis, peut-être grâce au constat qui avait ainsi été dressé, une harmonisation s'est faite.

La troisième réunion envisagea, entre autres, les liens entre pratiques au lycée et pratiques à l'extérieur. Là commença à s'envisager une stratégie d'équipement du club musique par exemple, qui ne soit pas substitutive mais complémentaire.

Certes, le processus ne dépassa pas la quatrième réunion alors que six étaient initialement prévues mais beaucoup de choses s'étaient déjà dites, sur la base de ce qui semble avoir été un réel volontariat. Il avait été retenu bon nombre d'indications d'un ordre général ou déjà d'un ordre opérationnel. Un an après, il se dit à Albi que les élèves peuvent être pris au sérieux dans certaines circonstances par les adultes et c'est peut-être là le plus important.

QUELLE CONTRIBUTION POSSIBLE DE LA PAROLE JEUNE ?

Se pencher, jeunes et professionnels réunis, sur les conditions des pratiques culturelles au lycée, que ce soit en interprétation de réponses à un questionnaire ou en débat ouvert, aide apparemment à une attitude réflexive, pour les uns et pour les autres, que le quotidien au lycée ne semble pas favoriser.

Il n'en ressort pas un PADC "tout ficelé". Tant mieux, non ? Ainsi, d'un côté les enseignants et enseignantes pourront se féliciter qu'il y ait place pour leurs propres désirs, et cela fait partie des ressources qui méritent d'être repérées au stade du diagnostic, mais aussi place aux opportunités de partenariat, sans quoi certaines ambitions resteront vaines.

En attendant, si l'on sait aussi tirer certains fils, de ce qui s'est dit avec les jeunes jusqu'à l'action prévue, si l'on sait intégrer à la formulation de certains axes des constats qu'ils ont mis en avant, on a toute chance de se mettre sur la piste d'un projet propice à rencontrer, en aval, de la participation.

Certes la perspective peut paraître modeste en regard de certaines formulations de la démocratie participative. Mais au regard de la façon dont jusque là des projets, d'établissement ou même d'animation et de développement culturel, se sont écrits, n'est-ce pas déjà une grande ambition ?

Bibliographie

Dubet François, *L'école des chances, qu'est-ce qu'une école juste ?*, Seuil, La République des idées, 2004, 93 p.

Hervieu Bertrand & Viard Jean, *Au bonheur des campagnes*, Ed de l'Aube, Monde en cours, 2001 (2ème ed.), 155 p.

Lahire Bernard, *La culture des individus : dissonances culturelles et distinction de soi*, La découverte, 2004, 777p.